Le Val-Saint-Germain : finances de la commune

Commune · Essonne (91) · 1 578 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Le Val-Saint-Germain affichait un encours de dette de 863 k€, soit 547 € par habitant, une épargne brute égale à 20,4 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,6 ans.

Dette par habitant
547 €
863 k€ au total

Capacité de désendettement
2,6 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
20,4 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
824 € / hab.
1,3 M€ au total

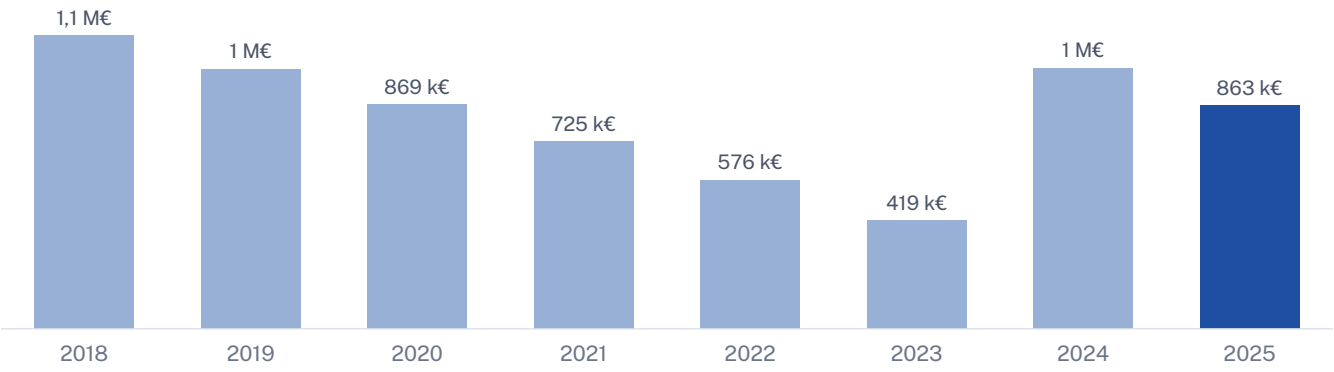
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	824 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	45,6 %	375 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	20,4 %	212 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	547 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	491 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	662 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,1 M€ en 2018 à 863 k€ en 2025 (-24 %). Valeur la plus basse : 419 k€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,1 M€	18,7 %	4,6 ans	324 k€
2019	1 M€	13,9 %	5,6 ans	346 k€
2020	869 k€	18 %	3,7 ans	95 k€
2021	725 k€	11,3 %	5 ans	373 k€
2022	576 k€	17,4 %	2,3 ans	209 k€
2023	419 k€	12,4 %	2,3 ans	292 k€
2024	1 M€	19,1 %	3,4 ans	322 k€
2025	863 k€	20,4 %	2,6 ans	774 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Le Val-Saint-Germain	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	547 €	749 €	−26,9 %
Impôts locaux par habitant	662 €	598 €	+10,6 %
Frais de personnel par habitant	375 €	284 €	+32,2 %
Investissement par habitant	491 €	282 €	+73,8 %
Taux d'épargne brute	20,4 %	23,2 %	
Capacité de désendettement	2,6 ans	3,2 ans	

Jumelles : Chapet (78), Tramoyes (01), Fleurieu-sur-Saône (69), Les Fourgs (25), Leudeville (91), La Cluse-et-Mijoux (25), Radinghem-en-Weppes (59), Asnières-lès-Dijon (21), Bazainville (78), Perrignier (74). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 487	1 578	+6,1 %	+1,3 %
Dette par habitant	676 €	547 €	−19,1 %	−22,5 %
Impôts locaux par habitant	481 €	662 €	+37,7 %	+22,6 %
Frais de personnel par habitant	324 €	375 €	+15,8 %	+15 %
Taux d'épargne brute	13,9 %	20,4 %	+6,5 points	−1,5 point
Capacité de désendettement	5,6 ans	2,6 ans	−3 ans	−0,9 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 335 €		1 648 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Le Val-Saint-Germain	Comparaison
Habitants (2023)	1 576	+9,7 % depuis 2012 (département : +8,2 %)
65 ans ou plus (2023)	18,3 %	département : 15,6 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0,6 pour 100 habitants	département : 4,8
Salariés du secteur privé (2025)	58	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	147	0 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	132,7	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

650 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 150 emplois, soit 21 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1,5 %	0,1 %	1,3 %	10,1 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	10,7 %	4,8 %	6,6 %	16,8 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	31,4 %	25,8 %	20,1 %	7,4 %
Professions intermédiaires	31,2 %	28,3 %	26,4 %	34,9 %
Employés	19,8 %	25,7 %	26,1 %	12,1 %
Ouvriers	5,4 %	15,3 %	19,5 %	18,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Essonne (91)

Profession	Habitants (environ)	Part
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	10 570	1,8 %
Enseignants titulaires du primaire	10 220	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	8 740	1,5 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	8 660	1,5 %
Infirmiers en soins généraux salariés	8 620	1,5 %
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	8 430	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	8 360	1,4 %
Aides-soignants	8 120	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	8 070	1,4 %
Chefs de projet, responsables informatiques et du conseil informatique	7 480	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	7 320	1,2 %
Maîtrise et techniciens des autres services administratifs	6 970	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Essonne (91)) : 30 519 au moins, dont 36,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 588	27,7 %
Agents d'entretien de locaux	1 278	25,6 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	1 211	10,2 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 206	39,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	956	17,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Employés de libre service	877	11,9 %
Conducteurs routiers	849	30,9 %
Magasiniers et préparateurs de commandes peu qualifiés	837	12,2 %
Aides-soignants	746	38,7 %
Personnels de ménage chez des particuliers	613	43,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Le Val-Saint-Germain
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	114 k€ pour 8 projets
Par habitant	72 € (communes de même taille : 210 € ; département : 93 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	41,2 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Amenagement et renovation d'un batiment existant	39 863 €
2025	DETR	Creation du mur du cimetiere	17 979 €
2023	DETR	Passage des éclairages publics en Leds	8 560 €
2024	DETR	Modernisation de l'eclairage public	5 282 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.